



© Reportage photo & 96

communal de la Ville de Charleroi et celui autour de la démocratie participative organisé par le CIEP de Namur qui vise l'ouverture des espaces institutionnels à la participation citoyenne sont des exemples de ce qui pourrait et devrait être fait afin de renforcer la mobilisation citoyenne autour des institutions.

Et, enfin, il semble important de considérer que la mobilisation autour des élections – pourtant nécessaire et fondamentale – ne devrait pas faire passer dans l'ombre tout le travail de **construc-**

tion de sujets collectifs, de soutien aux initiatives citoyennes autonomes, de création de réseaux et d'alliances entre acteurs et entre initiatives qui va bien au-delà d'une action centrée sur les pouvoirs locaux et leur action. Le voyage d'études et de découverte d'initiatives locales de démocratie citoyenne dans le Nord de la France proposé par le CIEP Luxembourg (initiatives de Loos-en-Gohelle et les territoires zéro chômeur de longue durée à Lille) permet de s'inspirer d'actions innovantes.

1. Tableau tiré de la présentation de Régis DANDOUY, « Les enjeux des prochaines élections communales et provinciales », lors Conseil Général du MOC, 14 novembre 2017.
2. David GRAEBER, *Bullshit Jobs. A Theory*. (Introduction), Simon & Schuster, 2018.
3. Pierre ROSANVALLON, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Éditions du Seuil, 2008, pp. 13-15.
4. Pierre DARDOT et Christian LAVAL, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 2014, p. 453 ss.
5. Les thématiques abordées par cette campagne sont : la citoyenneté et la démocratie locale, L'aménagement du territoire communal, La culture, Le développement économique et l'emploi, L'enseignement, La politique internationale et de coopération au développement, Le logement, L'interculturalité et l'accueil des demandeurs d'asile, La mobilité, La politique sociale, L'énergie, La sécurité. Accessibles sur <http://ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagnes-de-1-annee/outils-de-la-campagne-2018>
6. Vidéos visibles sur www.facebook.com/Super-Citoyens-386769121762871/ et <http://ciep.be/index.php/2012-11-29-08-11-38/campagnes-de-1-annee/supercitoyens-be>
7. www.enragezvous.be

France HUART ♦ permanente CIEP communautaire

Les communes sous la loupe du genre¹

Il est de moins en moins possible d'ignorer que les rapports de pouvoir, notamment le sexisme et ses différentes formes de violences, sont présents en tant que système partout dans notre société ! Vie féminine (VF) a saisi l'opportunité des prochaines élections communales pour lancer une action spécifique intitulée « Communes antisexistes » et déclinée en différentes actions. Cette démarche revendique de « vivre dans des communes antisexistes ». Il ne s'agit nullement d'un label ou d'une médaille à décerner aux « bonnes » communes ou aux élu.e.s engagés contre le sexisme. Ce concept fait écho à d'autres initiatives associatives actuelles, comme les « communes zéro pesticide », « communes hors TTIP » ou encore les « communes hospitalières » qui s'engagent à améliorer concrètement l'information et l'accueil des personnes migrantes, à sensibiliser ses habitant.e.s à la question de la migration. Cette action a un double objectif : d'une part, analyser les enjeux et l'impact des politiques locales sur la vie des femmes; d'autre part, se réapproprié l'espace public pour interpeller les autorités et les acteurs.trices locaux, afin d'inscrire à l'agenda politique notamment la lutte contre le sexisme et les violences à l'encontre des femmes, qui se déclinent dans tous les domaines de la vie. Le défi consiste à donner aux femmes des outils de renforcement de leur pouvoir d'agir et des connaissances,

pour mieux utiliser leurs droits, pour politiser leurs demandes individuelles urgentes afin de faire émerger un « commun ».



Une démarche pour toucher tous.les les acteur.trices.s

Ce projet « Communes antisexistes » s'inscrit à la fois dans le prolongement de la campagne « Brisons l'engrenage infernal » de VF (2016-2017)² dénonçant les violences à l'égard des femmes, et en perspective de la campagne à venir sur « Le sexisme dans l'espace public ». Toutes deux permettent « d'affiner la lecture des violences masculines et du sexisme en tant que système de do-

mination ». Cette démarche s'appuie sur un outil législatif : la Convention d'Istanbul³, proposée par le Conseil de l'Europe, ratifiée par la Belgique en 2016 et d'application sur le territoire. Une série d'obligations concrètes et contraignantes est prévue pour tous les niveaux de pouvoir. Via l'article 7, les militantes peuvent interpeller leur commune à propos des dix obligations non respectées dans les faits, aussi bien en Wallonie qu'à Bruxelles⁴. Ensuite, elles peuvent aussi impliquer les acteur.trice.s de la vie publique et leur proposer des mesures concrètes de prévention et de protection des victimes de violences. Même si certains points (comme la médiation ou la garde des enfants) sont des compétences fédérales, les communes ont la possibilité d'imaginer des dispositifs, par exemple, prévoir des services où les mères pourraient déposer leurs enfants sans qu'elles aient à croiser le père, auteur de comportements violents, qui viendrait les récupérer dans le cadre d'une garde alternée imposée par le Tribunal de la famille, sensibiliser les travailleur.euse.s sociaux aux dangers de la médiation dans un contexte de violences conjugales, ...

Privilégier une dynamique de proximité

Là où c'est possible, une démarche citoyenne et collective est initiée avec les femmes pour mettre en évidence localement leurs besoins spécifiques, leurs difficultés, mais aussi leurs attentes et des pistes de solution, afin que soit pris en compte la spécificité genre dans tous les domaines de la vie collective. La priorité est surtout mise sur « le travail de terrain autour des élections communales », avec différents objectifs : visibiliser les actions de proximité menées par les régionales de VF et les antennes locales, remobiliser et faire du lien entre régions, évaluer ce qui localement va et ne va pas en termes de mobilité, de logement, d'infrastructures sportives, d'accueil dans les institutions publiques, d'aménagements de l'espace public (par ex. les trottoirs), les écoles, etc. L'objectif final est l'émission par les femmes des groupes locaux de VF d'interpellations citoyennes et le développement d'actions innovantes par et/ou pour les femmes. En d'autres termes, faire entendre leur voix, démontrer qu'une politique communale n'est pas neutre et ne tient

pas toujours compte des expériences et des réalités des femmes. Les actions vont proposer des changements et des alternatives aux acteur.trice.s de leur commune, et pas uniquement aux élu.e.s et aux autorités communales traditionnelles. Elles vont aussi s'adresser aux responsables d'institutions et de services publics (école, police, bibliothèque, etc.), aux associations, aux commerces et à l'Horeca, aux médecins et aux hôpitaux, aux crèches, Chaque région ou antenne de VF colorie ainsi le concept en fonction de ses projets et des revendications des femmes autour de la question « Comment vit-on aujourd'hui en tant que femme dans sa commune ? », notamment en tant que femme racisée et précaire ?

À Namur : Objectif élections 2018



Depuis février, Vie Féminine Namur a initié une mini campagne intitulée « Objectif élections 2018 », en proposant trois outils au service de l'action et des besoins de

groupes locaux. Ces outils ont été réalisés sur les constats établis par les animatrices depuis des années et s'intègrent dans le projet « communes antisexistes ».

Le premier outil prend la forme d'une enquête réalisée par des femmes autour de la qualité de l'accueil dans les CPAS. Utilisée dans plusieurs groupes locaux entre janvier et juin 2018, cette enquête s'adresse uniquement aux femmes. Les questions portent notamment sur l'accueil, la clarté des informations, l'analyse d'une demande et la prise en compte de la situation de la bénéficiaire, la confidentialité et le respect de la vie privée, le temps consacré, le suivi des dossiers et l'accessibilité des lieux. Les réponses de cette enquête vont permettre d'objectiver précisément un ensemble d'éléments liés à la qualité de l'accueil dans les CPAS.

Ensuite, le deuxième outil est une lettre adressée aux autorités locales pour obtenir des chiffres précis concernant la situation du logement au niveau local, voire une rencontre avec l'échevin.e du logement. Les femmes connaissent bien souvent des difficultés pour se loger, lorsqu'elles élèvent seules des enfants, qu'elles sont âgées, sans emploi ou d'origine étrangère. Les questions adressées à la commune portent notamment sur le parc de logements publics, le nombre de logements inoccupés, l'existence de logements d'urgence et adaptés et leurs projets. Localement, des actions et des rencontres sont prévues par les groupes de femmes.

Le dernier outil proposé est un sondage sur les dispositifs présents sur le territoire communal en matière de violences conjugales. Intitulé « Un instant pour construire une commune qui assure ! », ce sondage a été réalisé par des femmes de VF pour établir un inventaire communal des initiatives et des services d'accompagnement des victimes de violences. Des dizaines de femmes y ont déjà répondu et le constat est frappant : un manque criant de structures et une méconnaissance de ces dernières par les femmes. Ces résul-



tats, après analyse, seront la base d'un travail politique d'interpellation dans les communes où les dispositifs contre les violences mériteraient d'être développés, vu les besoins criants.

Ces trois outils sont complétés par des journées de formation où sont brassés le vocabulaire politique (en ce inclus la gauche-la droite), la place des femmes en politique, avec une sensibilisation à l'importance de voter. Localement (Auvélais, Namur, Philippeville, Ciney, ...), Vie féminine participe à l'organisation des rencontres pré-électorales du MOC.

- À Tournai, focus sur les violences et le vécu des mères

Suite à la campagne « Brisons l'engrenage infernal », un groupe de travail s'est créé à Tournai. Ses membres mènent une action anti-sexiste en profitant des élections communales pour faire entendre leur voix en tant que citoyennes et ainsi interpellier les autorités autour des violences. Leur objectif est pluriel : une meilleure visibilité de leurs actions, une sensibilisation aux violences sexistes et une meilleure compréhension de la situation des Tournaisiennes.

Interpellées par les résultats de l'enquête nationale menée par VF sur les agressions sexistes dans l'espace public, les bénévoles du groupe ont décidé de lancer une enquête pour mieux connaître la vie des femmes de leur commune. Sous forme de témoignage, cette enquête poursuivait trois objectifs : aller à la rencontre des femmes et mieux connaître leurs revendications ; faire émerger des dynamiques locales féminines ; enfin, compiler les résultats de l'enquête pour les transmettre aux autorités locales compétentes (Conseil communal, CPAS, direction d'école, ...). Son contenu comportait une partie générale, avec des questions comme « Quelles seraient tes 3 priorités pour Tournai ? », « Avez-vous déjà vécu ou été témoin d'une situation ou d'une injustice sexiste à Tournai ? », et sept parties thématiques facultatives (la parentalité, le logement, la santé, les femmes migrantes, les femmes engagées, les violences, l'espace public et la mobilité). D'autres groupes de femmes ont aussi été, en fonction de leur spécificité, consultés. Toutes les étapes de l'enquête depuis la conception, en passant par la diffusion via les réseaux sociaux et la récolte de données, ont été entreprises par les membres du groupe.

Dans la foulée de cet important travail d'enquête (une centaine de femmes ayant répondu), certains problèmes peuvent déjà être pointés, en attendant que l'analyse des données soit complétée : manque de place dans les institutions et centres d'accueil de femmes victimes de violences et méconnaissance des structures ; qualité de l'accueil qui pose question (pas d'accueil d'urgence possible, pas de permanence le week-end, pas de suivi individuel des femmes) ; islamophobie et sexisme dans l'espace public. Pour répondre partiellement à ceux-ci, plusieurs initiatives ou groupes de travail ont vu le jour : « Mamans épuisées » ; Islamophobie à la piscine de Tournai ; Accueil des violences intrafamiliales et dans l'espace public.

Le groupe « Mamans épuisées » a pointé l'importance de disposer d'un espace sécurisé où déposer son vécu, ses problèmes et ses émotions en tant que mère, mais aussi d'un espace politique pour faire émerger des revendications afin d'améliorer leur quotidien de mères. Les femmes du groupe ont notamment identifié



© Reportage photo & 96

un sexisme important parmi les professionnel.le.s de la santé et de l'éducation. La vision portée par ces professionnel.le.s insiste sur la responsabilité des mères dans les problèmes familiaux et de santé, tout en présentant aussi des *a priori* négatifs et une dévalorisation de ces femmes sans emploi, et/ou dans un processus d'insertion socio-professionnelle ou d'origine étrangère. Pour contrer ce renforcement des discriminations, elles ont décidé de sensibiliser ces professionnel.le.s au sexisme et à la triple domination, qui les touchent de plein fouet.

En conclusion

Ces différentes expériences locales montrent l'importance pour les femmes de milieux précaires de devenir expertes de leur vie. En se réunissant régulièrement, chaque groupe avance dans un ou des projets d'éducation permanente avec et pour les femmes, pour dépasser le côté individuel de leurs problèmes et atteindre des objectifs collectifs et politiques. Aussi bien à Namur qu'à Tournai, différentes perspectives d'action pourront être lancées, comme la création d'un outil de diffusion (ex. : Manifeste des jeunes, 10 priorités des femmes pour Tournai,...), la présentation publique des résultats des enquêtes, l'interpellation et le suivi des candidat.e.s.

On pourrait également s'interroger sur comment ces deux initiatives pourraient essaimer ou favoriser l'émergence créative d'initiatives dans le contexte actuel des élections communales et d'une écoute particulièrement sensible des candidat.e.s de tout poil.

1 Cet article se base sur les interviews de Céline Caudron, responsable de l'action "Communes antisexistes" de Vie Féminine, d'Aurore Kesch, responsable régionale adjointe de VF Namur et de Valentine Verdonck, animatrice VF Tournai. Qu'elles soient remerciées pour le temps qu'elles m'ont accordé et leurs apports.

2 www.engrenageinfernal.be

3 www.axellemag.be/3-choses-a-savoir-convention-distanbul/

4 Il s'agit notamment de l'obligation de formation adéquate des professionnel.le.s (intervenant.e.s sociaux, personnel de justice, de police et des administrations publiques, ...) sur les différentes formes de violences faites aux femmes, l'interdiction de l'obligation des modes alternatifs de résolution de conflits comme la médiation, la prise en compte des violences conjugales dans l'attribution des droits de garde et de visite des enfants, la protection immédiate et adéquate des femmes victimes de violences, la poursuite des auteurs de violences, le traitement égalitaire de toutes les femmes quelle que soit leur origine ou leur statut, y compris les femmes en séjour précaire, la mise en place de refuges sécurisés et de services spécialisés à hauteur des besoins, ...